

Analyse du discours du Trône 2020

Le 23 septembre dernier a eu lieu le discours du Trône, qui a ouvert officiellement la nouvelle session de Parlement et a énoncé les objectifs de l'année du gouvernement fédéral. Il était bien sûr question de COVID-19, mais aussi de mesures concernant les femmes. Ce document présente une courte analyse des différentes mesures touchant les femmes.

- **Mise sur pied d'un système de garde d'enfants pancanadien semblable à ce qui existe au Québec**

Nous sommes heureuses de constater que le gouvernement fédéral prenne le leadership concernant la question de la garde d'enfants. Dans plusieurs régions de l'Ontario, il est difficile de trouver des services de garde et souvent ceux-ci sont très dispendieux, ce qui est un frein à l'éducation supérieure et à l'emploi des femmes. Des femmes doivent abandonner leurs études ou suspendre leur carrière pour s'occuper de leurs enfants. S'occuper des enfants devrait être un vrai choix pour les femmes, pas un choix contraint à cause du manque de places en garderie ou de leur coût.

La pandémie a mis en relief l'urgence d'agir, et cette mesure permettra de réduire les inégalités genrées. Pour se relever de la crise et assurer l'accès à l'éducation supérieure et à l'emploi des femmes, des services de garde suffisants et abordables sont indispensables. Les deux composantes d'accessibilité (nombre de places suffisant et coût abordable) sont essentielles pour un bon système de garde d'enfants et devront être prises en compte dans la stratégie gouvernementale. Un système de garde abordable mais où il est difficile d'avoir une place est aussi inefficace pour les femmes qu'un système de garde où il y a suffisamment de places mais est trop dispendieux pour les familles.

- **Adoption d'un Plan d'action pour les femmes dans l'économie**

Nous nous réjouissons de l'établissement d'un Plan d'action pour les femmes dans l'économie pour aider plus de femmes à retourner sur le marché du travail et veiller à gérer la pandémie et la reprise d'un point de vue féministe et intersectionnel. Pour s'assurer que la relance économique se fasse en faveur des femmes, il est important de prendre en compte différents éléments :

- Étudier quelles conséquences économiques a eu la pandémie sur les femmes, sachant que les femmes occupent souvent des postes précaires et moins bien rémunérés.
- Étudier les conséquences économiques de la crise sur les femmes plus vulnérables sur le plan de l'emploi (par exemple, les femmes immigrantes, les femmes en situation de handicap, les femmes peu diplômées).

- Élaborer une politique pour éliminer les inégalités genrées présentes avant la pandémie, notamment l'écart salarial.

Il faut placer les femmes au cœur de la reprise économique pour assurer sa réussite.

- **Investissement dans les maisons d'hébergement et les logements de transition**

Nous sommes satisfaites de voir que le gouvernement fédéral reconnaisse que la sécurité des femmes est importante. La crise de la COVID-19 n'a fait qu'amplifier la violence conjugale.

Avant la crise, déjà trop de femmes et leurs enfants n'étaient pas en sécurité dans leur domicile. Elles pouvaient par contre compter sur un réseau de soutien formel ou informel (travail, école, entourage, etc.). Pendant le confinement, ces femmes et leurs enfants se sont retrouvées encore plus en danger, parce qu'elles ont été encore plus isolées et coupées de leur réseau. Malgré la levée partielle du confinement, pour plusieurs, l'isolement se poursuit avec le télétravail, l'école à la maison et des interactions sociales encore limitées. Le confinement et les mesures de distanciation physique permettent aux hommes violents de contrôler encore plus les mouvements et les interactions de leur conjointe.

Pour se mettre en sécurité et échapper à la violence, des femmes n'ont pas d'autre choix que d'aller en maison d'hébergement. Avant la crise, nous demandions déjà l'ouverture de nouvelles maisons d'hébergement, en particulier pour les femmes francophones en Ontario. Chaque jour, à l'échelle du pays, de nombreuses femmes ne peuvent pas accéder à une maison d'hébergement, faute de place. La crise a accentué ce besoin de nouveaux lits. Cependant, la crise a également mis en lumière que le modèle des maisons d'hébergement, conçu comme étant un lieu de vie collective (au même titre que les autres types de refuges), n'est peut-être pas le meilleur modèle en cas de crise sanitaire. Pendant la crise, des femmes ont-elles décidé de ne pas se rendre en maison d'hébergement à cause de la peur de s'exposer au virus? De façon plus générale, même en dehors d'une crise sanitaire, le modèle de lieu collectif empêche-t-il des femmes d'accéder à une maison d'hébergement? La crise peut donner l'occasion de s'intéresser à l'efficacité du modèle des maisons d'hébergement et de voir si une autre façon de faire n'est pas plus appropriée.

Au-delà de l'investissement dans les maisons d'hébergement, il est nécessaire de trouver des réponses efficaces au problème plus général du logement. À l'origine, une maison d'hébergement était censée être un lieu d'hébergement temporaire (quelques semaines), le temps pour une femme de trouver un autre logement. Le nouveau logement pouvait être un logement indépendant ou un logement dans une maison d'hébergement de deuxième étape (appelée aussi maison de transition) pour celles ayant besoin d'un suivi ou d'un accompagnement. Il y a aujourd'hui une crise du logement qui touche tout le pays, en particulier plusieurs régions de l'Ontario. Il devient de plus en plus difficile de trouver des logements abordables. Il existe également très peu de maisons de deuxième étape (il n'en existe aucune pour les femmes francophones en Ontario). Cette double difficulté fait que les femmes aux prises avec la violence restent maintenant plusieurs mois dans une maison d'hébergement, empêchant de nouvelles femmes d'y entrer. Le gouvernement doit donc prendre des initiatives volontaristes pour rendre le prix des logements plus abordable. Il doit aussi plus investir dans les logements de transition pour permettre aux femmes aux prises avec la violence en ayant besoin d'avoir accès à des logements sécurisés et à du soutien.

- **Mise en œuvre prochaine d'un plan d'action national contre la violence sexiste**

Nous sommes satisfaites de savoir que le gouvernement respecte son engagement de campagne visant à mettre en place un plan national contre la violence fondée sur le sexe. Un tel plan est nécessaire pour assurer que toutes les femmes aux prises avec la violence, peu importe où elles se trouvent, aient le même niveau de protection. Un tel plan pourrait être un moyen de s'assurer que les femmes francophones en milieu minoritaire aient accès à des services en français.

- **Accélération des travaux réalisés dans le cadre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence faite aux femmes et filles autochtones**

Les femmes et filles autochtones sont particulièrement à risque de violence. Il est nécessaire que les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation soient mis en œuvre le plus rapidement possible. Nous soutenons les revendications des femmes autochtones et des organismes les représentant et demandons au gouvernement fédéral d'y répondre le plus rapidement possible.

Pour consulter le discours du Trône : <https://www.canada.ca/fr/conseil-prive/campagnes/discours-trone/2020/canada-fort-resilient.html>